



Déclaration liminaire de L'UNSA ÉDUCATION AU CSA-D du 2 avril 2026

Madame l'IA-Dasen,
Mesdames et messieurs les membres du CSA-D,

Le 22 janvier dernier, le ministre Geffray adressait aux enseignants une lettre aux accents lyriques, nous décrivant comme les « *précepteurs du monde qui naît* ». Si ces mots pourraient être considérés comme une marque de reconnaissance, l'UNSA Éducation constate surtout l'abîme qui se creuse entre la poésie ministérielle et la prose bien plus ardue du terrain.

Le Ministre affirme que le professeur est celui qui « *espère pour celui qui n'espère pas encore* ». Pourtant, sur le terrain, c'est la désillusion qui gagne. On ne peut pas applaudir les professeurs le lundi pour leur engagement et ignorer, le reste de la semaine, l'épuisement professionnel et la gestion d'une hétérogénéité croissante sans formation adaptée. Le ministère ne peut pas avoir deux visages : celui de la gratitude dans les discours et celui du mépris dans les budgets.

Cette dualité se retrouve jusque dans la mise en place des Pôles d'Appui à la Scolarisation (PAS) car, en dehors des départements expérimentateurs dotés par l'État, nous allons devoir financer ces structures sur « fonds propres ».

C'est une honte pour l'inclusion où les infrastructures qui devraient permettre des améliorations sont créées avec une politique d'économies de bouts de chandelles. Créer des dispositifs en prélevant des moyens sur les cartes scolaires est inacceptable. L'inclusion scolaire mérite mieux qu'un recyclage de moyens constants.

Au-delà de ces dispositifs, c'est l'analyse globale de la démographie qui nous préoccupe. La baisse du nombre d'élèves ne doit pas être une aubaine budgétaire, mais une opportunité pédagogique. Nous regrettons que le choix de l'économie l'emporte sur celui de la qualité. Des investissements à la baisse se traduisent concrètement sur le terrain par la dégradation des conditions d'apprentissage des élèves et des conditions de travail des personnels.

À ce titre, l'UNSA Éducation réitère une demande portée déjà l'an dernier contre les bricolages pédagogiques : nous refusons les organisations (type GS/CP) imposées uniquement pour économiser une ouverture de classe. Ces choix doivent rester à l'initiative des équipes et ne doivent surtout pas être subis. Aussi, sans ATSEM supplémentaire, ces regroupements dégradent l'accueil des élèves. Nous réitérons également une demande portée depuis 5 ans : que les effectifs et classes des dispositifs de TPS soient sortis des moyennes des écoles maternelles. C'est un non-sens quand les communes mettent des locaux adaptés, des ATSEM et des personnels formés. Scolariser dès 2 ans est un levier de réussite majeur, particulièrement en zone rurale ou défavorisée.

Cette attention aux publics fragiles doit aussi conduire à une analyse plus fine de la mixité sociale et des efforts des communes. Nous tenons à alerter sur la situation des écoles présentant un IPS plus faible que la moyenne, situées dans des communes qui jouent pleinement le jeu du logement social. Dans ces secteurs, les arrivées d'élèves, souvent avec des bagages sociaux compliqués, parfois allophones, se font tout au long de l'année, au gré des attributions de logements, ce qui rend les estimations de rentrée structurellement fragiles. Ces écoles ne peuvent être gérées à l'unité près : elles ont besoin de « marges de manœuvre » pour accueillir dignement ces nouveaux élèves sans faire exploser les effectifs des classes en cours d'année.

Aussi, concernant l'éducation prioritaire, il est incohérent de voir des effectifs de classes non dédoublées atteindre des moyennes supérieures à celles du milieu ordinaire. Il convient donc, également, d'apporter la considération nécessaire des effectifs de tous les cycles dans ces écoles manosquines.

La réussite de ces territoires passe aussi par une politique locale concertée, et si nous saluons votre volonté de préserver la ruralité, nous nous interrogeons sur l'Observatoire départemental des dynamiques rurales. Pourquoi les représentants des personnels en sont-ils absents ? Si l'objectif est de construire une ambition scolaire partagée, nous devons être reconnus comme des acteurs à part entière de cette coopération, au même titre que les élus.

Le dialogue social et la reconnaissance passent, enfin, par le respect des missions de chacun, à commencer par celles des directrices et directeurs d'école. La perte de décharge lors du passage de 4 à 3 classes est un non-sens absolu car la charge de travail ne diminue pas, alors que la crise d'attractivité des directions s'aggrave. Nous vous remercions également d'avoir fait le choix de préserver ces fonctions en renonçant à des fermetures qui impacteraient ces collègues.

Malheureusement, nous regrettons la volonté de déspecialiser les brigades de remplacement qui permettaient une certaine garantie de la formation continue pour les enseignants qui, ne nous leurrons pas, se dégrade déjà et disparaîtra à terme. Nous en prenons pour témoin la nouvelle organisation de la Formation Professionnelle Spécialisée (FPS) 2026/2027 prévoyant la majorité des jours de formation les mercredis et durant les vacances scolaires. Cette nouvelle organisation vient accentuer la pression sur les enseignants en formation, qui devront maintenant assumer leurs pleines responsabilités professionnelles sur leurs postes spécialisés, dans le seul but d'économiser sur leur remplacement.

De même, nous dénonçons la déspecialisation brutale et sans sommation des postes de conseillers pédagogiques départementaux dont les conditions de réaffectation sont loin d'être sereines pour ces collègues.

Vous l'aurez compris, Madame l'Inspectrice d'Académie, nous attendons aujourd'hui des actes qui traduisent enfin cette « fierté » que le Ministre dit éprouver pour nous.

Merci pour votre écoute.

